

Génération no future ?



Régionales ■ Gros plan sur les régions Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas de Calais, Lorraine

Actualités ■ Congrès de l'AMF ■ **Tour de France du projet** ■ Étape à Nancy





L'OURS

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE RECHERCHE SOCIALISTE



**Séminaire « Socialisme »,
« Les socialistes dans la société »,**

organisé par l'OURS, la Fondation
Jean-Jaurès et le CHS du XX^e siècle (Paris 1),
se tiendra

le lundi 14 décembre 2009.

« Socialisme et féminisme, représentations
et revendications »

Invitées : Yvette Roudy, ministre des Droits
de la femme, Réjane Sénac-Slawinski,
chargée de recherche au CNRS,
Centre Maurice Halbwachs
(CNRS - EHESS - ENS)

auteure de *La Parité*, Que sais-je, 2008,
Lucie Bargel, docteure en Science politique,
membre associée au Centre de recherches
politiques de la Sorbonne, auteure
de *Jeunes socialistes/Jeunes UMP*.

Lieux et processus de socialisation,
Dalloz, "Nouvelle bibliothèque des thèses",
2007.

Le programme complet sur les sites
de l'OURS et

de la Fondation Jean-Jaurès.

**<http://www.lours.org>,
01 45 55 08 60**

agenda du parti

TOUR DE FRANCE DU PROJET :

Mercredi 2 décembre
à Rennes (Ille-et-Vilaine)



La ville de
Saint Jean de la Ruelle

Loiret – 17 000 habitants

Recrute

**Un Chargé
de la communication
et de la citoyenneté (h/f)
à temps complet**

**Contractuel ou titulaire – cadre d'emplois
des attachés territoriaux**

MISSIONS :

Sous l'autorité de la Directrice de cabinet, vous proposez et mettez en œuvre la stratégie de communication interne et externe de la collectivité. Vous assurez l'information du public et valorisez l'action municipale. À ce titre, vous êtes en charge de l'élaboration de l'ensemble des outils de communication (publications, Web, relations presse...) dont vous rédigez également le contenu. Vous animez les dispositifs de participation dont les conseils de quartier.

Afin d'assurer ces missions, vous encadrez
le Pôle communication et citoyenneté (5 agents),
élaborez et suivez son budget.

De formation supérieure BAC+4/BAC+5 dans le domaine de la communication ou du journalisme, justifiant d'une expérience sur un poste similaire, vous maîtrisez les techniques de communication et les nouvelles technologies.

Vous avez une bonne connaissance de l'environnement des collectivités territoriales. Vos qualités rédactionnelles et relationnelles sont reconnues.

Vous êtes disponible, autonome, rigoureux.

Poste à pourvoir rapidement.

Les candidatures (lettre manuscrite + CV + copie des diplômes) doivent être adressées à Monsieur le Conseiller Général - Maire – Hôtel de Ville - 71 rue Charles Beauhaire - 45140 Saint Jean de la Ruelle, avant le 31 décembre 2009.

**Renseignements auprès de Madame
Nathalie BRUANT, directrice de Cabinet
au 02 38 79 33 10.**

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 • Fax : 01 45 56 76 83

(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 01 45 56 ou écrivez à : redaction@parti-socialiste.fr) DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Laurence Girard

- DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Benoît Hamon • RÉDACTRICE EN CHEF : Ariane Gil (78.61) • RÉDACTION : Bruno Tranchant (77.33), Damien Ranger (76.37), Ariane Vincent (76.20), Fanny Costes (76.32) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Stéphanie Platat (76.27) • MAQUETTE : Florence Rousselot (79.44) et Florent Chagnon (77.16)
- PHOTO : Philippe Grangeaud (76.00) • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michèle Boucher (79.04) • ABONNEMENT : Sabine Sebah (78.57)
- FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Inter Routage - 93300 Aubervilliers. N° commission paritaire : 0109 P 11 223
- ISSN : 12786772 "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 205 000 exemplaires.

La droite se défie de la jeunesse



Marisol Touraine

Secrétaire nationale,
Députée, représentante du
groupe socialiste
à la commission Hirsch
pour la jeunesse.

C'est fou ce que le gouvernement parle des jeunes, mais ce serait mieux s'il agissait pour eux.

Les faits sont crus : exonération fiscale des heures supplémentaires, au détriment de l'embauche, oubli des jeunes dans le plan de relance, échec du plan banlieue ; mais durcissement de la loi pénale pour les mineurs et criminalisation des comportements sur Internet avec Hadopi. Les jeunes sont les premières victimes de la crise, près de 25% sont au chômage, la précarité touche des étudiants comme des jeunes en formation professionnelle.

La droite ne fait pas confiance à la jeunesse. Le plan Sarkozy serait-il la séance de rattrapage tant attendue ? Malheureusement non. Quelques gestes pour améliorer le service de l'orientation, pour le reste, on frise la caricature : ce n'est pas en multipliant les primes et les exonérations fiscales aux entreprises qu'on favorisera l'alternance, quant au RSA jeunes, il en concernera très peu.

Quoi d'autre ? Pour ainsi dire, rien.

Les socialistes demandent que les mêmes règles d'emploi s'appliquent aux jeunes comme aux autres ; la mise en place d'une allocation d'autonomie, sous condition de ressources, en aidant à l'entrée dans la vie active, doit être la première pierre d'une véritable sécurité sociale professionnelle. Les emplois jeunes ont montré leur efficacité : imaginons des emplois écologiques, pour promouvoir les politiques de développement durable. Aux contrats aidés sans perspective, préférons des contrats avec formation.

La droite met en place une politique d'assistanat envers les jeunes. Pour nous, il est plus que temps de reconnaître toutes les contributions de la jeunesse à notre société, artistiques, culturelles, démocratiques, d'entendre leurs revendications et leurs propositions.

■ sommaire

Dossier : Jeunesse en péril

Martine Aubry au Congrès du MJS p.6 à 9

Le tableau noir de la jeunesse p.10 à 11

Le nouveau visage du MJS p.12 à 13

Régionales

Focus sur les régions PACA, Nord-Pas de Calais et Lorraine p.14 à 25

Actualité

Le clash de l'AMF p.26 à 29

Tour de France du projet

Sixième étape à Nancy p.30 à 31

Le chiffre

Un milliard de personnes souffrent de la faim. Un chiffre jamais atteint mais dont la gravité ne semble pas émouvoir davantage les pays riches qui, réunis au sommet de la FAO mi-novembre, n'ont pris aucune mesure significative, ni aucun engagement financier précis. Pour le PS, « Les initiatives et les investissements des producteurs locaux doivent être aidés en priorité. Seule une meilleure adéquation entre production et demande locale pourra permettre de nourrir correctement les populations les plus exposées ».

1



Justice Paroles, paroles

François Fillon s'est prononcé pour une réforme des « conditions d'utilisations et de l'utilité » des gardes à vue. C'était le 23 novembre. Pourtant la réalité et les mesures mises en œuvre par le gouvernement sont loin de correspondre aux inquiétudes. Entre 2001 et 2008, le nombre des gardes à vue est ainsi passé de 336 718 à 577 816. Une augmentation de 60% qui n'est pas due au hasard selon les socialistes : « Il est le fruit d'une politique, celle de Nicolas Sarkozy. Cette semaine encore, dans le cadre de loi sur la « récidive criminelle », le

gouvernement a créé, une « garde à vue post-sentencielle » de 24 h sans statut et sans droit pour l'intéressé... ».

Violences Les femmes toujours victimes

Le 25 novembre, la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes était l'occasion de rappeler une réalité dramatique. Chaque jour en France, une femme sur dix vit dans la terreur, au sein même de son foyer, soit 1,5 à 2 millions de femmes. Chaque jour, 350 femmes sont violées en France. Tous les deux jours, une femme meurt sous les coups de son conjoint ou ex-conjoint.

Jeunesse Les droits de l'enfant ont 20 ans

La Convention internationale des droits de l'enfant a fêté ses 20 ans, sans effusion de joie. Pourtant signataire dès 1990, la France a récemment été pointée du

doigt par l'ONU. En mai 2009, elle s'est inquiétée d'une régression en matière de droit des enfants ces dernières années : emprisonnement des moins de 13 ans, maintien d'enfants dans des centres de rétention, interdiction des châtiments corporels non effective. Sans parler de la suppression, il y a peu, de la fonction de défenseur des enfants. Un bilan honteux pour un pays qui ne manque jamais de répéter qu'il est la nation des droits de l'homme.

Emploi Le Pôle épuisé

Sans surprise, le chef de l'État s'est satisfait, le 23 novembre, de la fusion ANPE-Assédic. Alors que les agents du Pôle emploi et les bénéficiaires dénoncent les insuffisances de personnel et de formation depuis des mois, le Président a simplement évoqué la possibilité de renforcer temporairement les effectifs. Pour les socialistes, c'est « un manque d'ambition patent », à un moment où s'imposent « des mesures d'urgence pour augmenter les moyens du service public de l'emploi ». Et quand le nombre de demandeurs d'emploi, toutes catégories confondues, approche les 4 millions.

*Page réalisée
par Fanny Costes*



L'image de la semaine

Non à l'éducation au rabais !

Les syndicats et le personnel de l'Éducation nationale étaient dans la rue le 24 novembre, ainsi que les étudiants et lycéens, pour protester une nouvelle fois contre la démolition du système scolaire mise en œuvre par le gouvernement. Malgré les fortes mobilisations de l'an passé et celles de la rentrée, la droite ne recule pas. Suppressions de postes par milliers (13 500 pour 2009), suppression des Rased (Réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté), réforme de la formation des maîtres... Les mesures sont décidées sans concertation, et au détriment d'un service public d'avenir. Inacceptable pour les manifestants. « L'école est asphyxiée, stop! », réclamait ainsi une banderole du cortège.

Génération no future ?

6



Ils sont jeunes. Ils représentent l'avenir. Mais le gouvernement et Nicolas Sarkozy ne leur laissent entrevoir qu'un futur à minima. Moins payés, moins valorisés, moins optimistes que leurs parents, les jeunes de France subissent aussi la crise de plein fouet. Réunis à l'occasion du 9^e congrès du MJS, du 20 au 22 novembre à Grenoble, les jeunes socialistes ont plus que jamais à cœur d'agir pour construire une autre société. Fraîchement élue à la présidence, Laurianne Deniaud a d'ailleurs lancé un message combatif :

« Rien n'arrêtera la force d'une génération qui choisit de ne plus reculer ! ». Martine Aubry a également rappelé que le société avait besoin des jeunes. Devant le chômage, l'emploi et le logement précaire, la droite ne convainc plus. Les régionales seront, pour le MJS notamment, l'occasion d'affronter le bilan de Sarkozy.

Martine Aubry était présente au 9^e congrès du Mouvement des Jeunes socialistes (MJS) à Grenoble et a félicité Laurianne Deniaud, la nouvelle présidente du mouvement, élue le week-end dernier. Dans un discours rassemblant les générations socialistes, la Première secrétaire du PS est revenue sur la situation de la jeunesse de France, et a encouragé le MJS à devenir une force de proposition pour le Parti sur les questions sociales.

« Je voudrais vous dire le plaisir qui est le mien, d'être ici avec vous, pour le 9^e Congrès du Mouvement des Jeunes Socialistes. Nous avons besoin de vous alors que le moment est lourd et inquiétant. La droite mène une bataille idéologique. Un drôle de climat s'installe dans notre pays.

Une génération précaire

Les jeunes auraient pu nous aider à sortir de la crise. C'est le pari que nous avons fait en arrivant aux responsabilités en 1997, alors que le pays était endetté. La réalité de notre pays est actuellement toute autre. Les générations qui arrivent à l'âge adulte, depuis le milieu des années 1990, entrent dans la vie active bien plus tardivement et bien plus difficilement que leurs parents. Ce problème n'est pas celui des jeunes. C'est le problème de la

.../...

société française. Nous avons l'impression que les jeunes sont victimes d'un bizutage permanent, un bizutage social. Quand ils ont la chance d'entrer dans une entreprise, en général, c'est pour y effectuer un stage. Le stage est logique lorsqu'on fait des études, mais une fois diplômé, il ne doit plus être autorisé. Il faut faire en sorte que les stages soient rémunérés, car il n'est pas acceptable d'utiliser les jeunes, leurs compétences, leur sens de l'innovation, pour ne pas les rémunérer. C'est pourtant le cas aujourd'hui.

23,9% des jeunes actifs sont au chômage. C'est un niveau record. Un jeune qui entre aujourd'hui sur le marché du travail doit attendre de huit à onze ans pour obtenir son premier CDI. L'âge moyen d'accès à l'emploi stable est de 28 ans. Mais qu'ont donc fait les jeunes en France pour qu'il faille attendre huit ans pour utiliser leurs compétences ? Voilà ce qu'il faut changer. Il ne s'agit pas de proposer un CPE, ou je ne sais quel dispositif spécial, mais il faut proposer un vrai statut pour les jeunes.



La première pierre de ce statut est l'allocation d'autonomie, comme vous la proposez au MJS. Cela permettra à tous les jeunes d'avoir les moyens de vivre en se formant, en faisant eux-mêmes leur choix de vie librement. Je porte le combat pour l'allocation d'autonomie depuis longtemps parce que je sais l'injustice du système actuel : l'État consacre plus d'argent en exonérations fiscales aux familles les plus riches ayant un enfant à charge (1,7 milliards d'euros par an) qu'en aides directes aux étudiants (1,3 milliards d'euros). C'est un scandale auquel il faut mettre fin. Si nous l'emportons en 2012, nous créerons cette allocation d'autonomie. Ce sera l'un de nos tous premiers chantiers.

En attendant, et parce qu'il y a une crise violente pour tous mais en particulier pour les jeunes, nous demandons d'agir vite sur la question du logement. Je fais trois propositions simples mais urgentes : généralisons le cautionnement solidaire, pour supprimer les barrières d'accès au logement qui touchent les jeunes. Faisons-le dans nos collectivités ! Supprimons le mois de carence des aides au logement qui alourdit péniblement les dépenses d'entrée dans l'appartement, particulièrement pour les étudiants lors de la rentrée en septembre. Enfin, donnons le même montant d'aides aux jeunes qui sont en colocation. Avec le cautionne-

ment solidaire obligatoire, les différences liées à la famille et aux ressources des parents sont gommées. Faisons cela aujourd'hui avant de mettre en place l'allocation autonomie.

S'ouvrir aux autres

Je voudrais terminer en vous disant : « On a besoin de vous ». Pas seulement du MJS, mais des jeunes en général. Nous avons besoin des jeunes pour changer ce climat atroce qui s'est installé dans notre pays. Je ne pardonnerai jamais à Nicolas Sarkozy d'avoir lié, par l'intermédiaire d'Éric Besson, le débat sur l'identité nationale à celui de l'immigration.

Les jeunes, par définition, aiment la différence. Par définition, ils sont ouverts aux autres, ils aiment découvrir ce qui leur est étranger. Les jeunes ne sont pas refermés sur eux-mêmes. Aujourd'hui, le projet de Nicolas Sarkozy est de refermer la France sur elle-même. Il faut être fier de son identité, quelles que soient nos origines. La gauche a trop souvent suivi la droite sur ce sujet, aujourd'hui, il faut arrêter de nous perdre. Il faut être fier de nos valeurs comme nous sommes fiers de l'identité de notre pays. Dans le Tour de France que j'effectue en ce moment, à Nancy, à Grenoble, à La Seyne-sur-mer ou à Rennes, partout, je rencontre des Français qui me disent, « Nous avons envie de retrouver la France des droits de l'homme,



celle qui nous rendait fiers de notre pays et que nous avons perdue avec Nicolas Sarkozy ». Nicolas Sarkozy fait honte à la France en mêlant identité nationale et immigration, les Français ne le suivront pas sur ce terrain. Les Français ont compris que ces milliers de sans-papiers, qui sont aujourd'hui exploités dans des entreprises, doivent être régularisés. Les Français ont compris, notamment grâce à RESF, que l'enfant sans-papiers a la même part d'humanité que leur fils ou leur fille dont il partage le même banc d'école. Ils veulent qu'ils restent en France. Les Français ont compris cela, alors que le président, lui, n'a toujours pas compris.

Le Parti socialiste débattrà dans les jours qui viennent. Mais je vous fais part ici de ma conviction. Je ne vais pas rentrer dans le détail, mais je veux profiter de cette journée pour lancer un appel à une régularisation large des sans-papiers qui veulent s'intégrer dans notre pays. Cette régularisation sera fondée sur des critères simples et objectifs, en commençant par régler la situation des travailleurs sans papiers.

Nous proposerons une autre politique d'immigration qui tourne le dos à la rhétorique dégradante de « l'immigration choisie ou subie ». Nous voulons construire un partenariat équitable et respectueux entre le pays d'accueil et le pays d'émigration. Je n'ose même pas citer Éric Besson qui, hier, parlait des « mariages gris », il ne manquait plus que cela pour que la honte ne l'atteigne définitivement. Nous voulons que l'on puisse aimer qui l'on veut, que l'on soit black, blanc, beur, ou homosexuel. Car on a le droit d'aimer qui l'on veut. Nous sommes d'ailleurs favorables au mariage et à l'adoption pour les homosexuels.

Voilà quelques pistes que nous pourrions compléter et bâtir ensemble. Le Parti socialiste a besoin d'un Mouvement des Jeunes Socialistes vivant et qui soit à l'image des jeunes de la société française. L'avenir du MJS est entre vos mains. Et à l'image des générations précédentes qui ont assumé leur part de travail, c'est à la vôtre aujourd'hui d'écrire votre page d'histoire. Bon travail et longue vie au MJS ! »

Martine Aubry

Stéphane, 25 ans, militant MJS Fédération Paris, étudiant.

Il s'agit pour nous de porter toujours plus loin notre effort politique de «re-partisanner» les jeunes. Le moment est venu de sortir du temps médiatique pour porter nos propositions au plus grand nombre. La situation des jeunes s'est dégradée. Le chômage a explosé, notamment dans les quartiers dits difficiles. Il faudrait se réintéresser à cet enjeu qui permettrait de résoudre les problèmes de délinquance.

Pour que tous les jeunes aient une chance égale dans leurs études, nous proposons l'instauration de l'allocation autonomie universelle.

Actuellement, il y a les bourses pour les étudiants de milieux sociaux les plus bas, et il y a la demi-part fiscale pour ceux qui sont issus des milieux aisés.

Nous proposons de ré-harmoniser tout ça en donnant à tous une allocation d'environ 800 euros. Les étudiants ne sont pas du genre à faire des économies, cet argent sera réinvesti, à l'heure où l'on parle de relance par la consommation...

Cette allocation permettra aussi d'agir sur l'échec scolaire et sur la reproduction des élites. L'allocation coûterait

15 milliards d'euros, c'est l'équivalent du bouclier fiscal. Je suis jeune, je crois en une histoire positive. Mais les statistiques montrent une réelle régression.

Jeunes en péril

Déjà touchée par les politiques économiques et sociales de la droite depuis 2002, la jeunesse a été particulièrement fragilisée par la crise. Toutefois, le gouvernement ne fait rien pour améliorer les conditions de vie d'une génération qui souffre. Sa politique condamne les jeunes à vivre moins bien que leurs parents.

La droite cache la précarité des jeunes. Dernière mesure en date proposée par la droite :

pas indemnisés. Le président les laisse dans une situation où le seul recours pour vivre

X 2 Le chômage des jeunes âgés de 15 à 24 ans a augmenté deux fois plus vite que le chômage global au cours de l'année 2008. Il s'établit autour de 19%. Le taux d'emploi des 15-24 ans est inférieur de 6 points à la moyenne des 27 pays de l'Union européenne.

le RSA jeunes. Au premier abord, la proposition peut paraître positive. Mais, comme le rappelait en octobre, Antoine Détourné, alors président du MJS, « avec l'extension du RSA, qui ne tou-

c'est de faire appel à une solidarité familiale inégalitaire et arbitraire ». Aucune politique volontariste en faveur de l'emploi n'a été proposée par la droite par ailleurs, ce qui contraint les jeunes à occuper des emplois souvent précaires. Rien non plus sur la possibilité d'une allocation d'autonomie qui permettrait aux jeunes de se consacrer aux révisions et de renforcer leur réussite quand aujourd'hui ils sont 50% à échouer en premier cycle universitaire.

983 euros

Selon l'Observatoire de la vie étudiante, le budget mensuel moyen d'un étudiant en Île-de-France est estimé à près de 1 200 euros et à 983 euros en province.

chera que 160 000 jeunes, le gouvernement tente de cacher les 400 000 autres jeunes aujourd'hui inscrits à Pôle emploi, et qui ne sont

2/3

Des étudiants dans le supérieur sont contraints de travailler parallèlement à leurs études. Ils cumulent ainsi emploi précaire et handicap très net à leur réussite scolaire.

Inégalités renforcées

Cela a commencé par la suppression de la carte scolaire, puis *via* la réforme des universités menée par Valérie Pécresse, cela a continué par l'augmentation quasi obligatoire des frais d'inscription. Dernier coup, le gouverne-

3,2%

C'est l'augmentation, selon une enquête de l'UNEF, du coût mensuel de la vie étudiante, aides déduites.

ment, par la voix de Martin Hirsch, a proposé une cagnotte pour récompenser les élèves assidus, par des voyages notamment. La politique éducative de la droite est tout aussi décomplexée que le reste. Loin d'être guidée par une volonté d'émancipa-

1/3 En 2008, près d'un tiers des salariés âgés de 15 à 29 ans est embauché en contrat précaire (intérim, CDD...), contre un peu plus d'un sur sept pour l'ensemble des actifs.



1/3 Les jeunes de 18-25 ans représentent plus d'un tiers des SDF alors qu'ils ne représentent que 23% de la population française.

tion de la jeunesse, elle la catégorise, la met en concurrence ou la stigmatise. Une démarche contraire aux principes de

7% C'est le pourcentage d'étudiants bénéficiant d'un logement en résidence universitaire. 1,2 millions c'est le nombre d'étudiants qui ne vivent plus chez leurs parents en 2008, soit 54%. Le logement représente leur premier poste de dépense. Gagnant beaucoup moins que les générations précédentes, ils paient leur loyer, en valeur absolue, quatre fois plus cher.

l'école de la République à l'heure où Nicolas Sarkozy feint de s'intéresser à l'identité de la France.

Éducation et recherche ne sont pas prioritaires

Les budgets dédiés à l'éducation, à l'université et à la recherche n'ont cessé de baisser depuis l'arrivée de Nicolas

Sarkozy à la tête de l'État. En mars 2009, par exemple, alors que les universités et les laboratoires de recherche manifestaient leurs inquiétudes et leur mécontentement, les députés de droite votaient un plan de finances rectificatives, prévoyant la suppression de 24 millions d'euros de crédits de paiement pour

l'enseignement supérieur et la recherche. Au total, en 2008, ce sont 400 millions d'euros qui ont été supprimés pour l'enseignement supérieur et la recherche.

Si on ajoute à cette politique du moindre coût, les suppressions massives de postes de personnel éducatif (13 500 pour la seule année 2009), il est difficile de croire aux belles

17%

En 2007, 17% des jeunes possédant un diplôme de niveau bac + 4 étaient au chômage.

paroles d'un président qui affirmait encore, le 13 octobre, lors d'un discours sur la réforme du lycée : « Ce que l'école n'enseigne pas, où donc apprendraient ceux qui n'ont rien d'autre, et ceux notamment dont les parents n'ont pas le niveau d'éducation, ni les moyens financiers pour suppléer l'institution ? » Sans professeurs et sans moyens prévus par l'État, la question mérite en effet d'être posée.

*Pages réalisées
par Fanny Costes*

25% Parmi les 2 millions d'étudiants que compte la France, 12,5% d'entre eux ne possèdent pas de complémentaire santé, et 25% renoncent aux soins faute de moyens.



L'envie de faire

Laurianne Deniaud, militante spécialisée des questions de jeunesse et d'éducation, a été désignée, le 22 novembre, **Présidente du Mouvement des jeunes socialistes (MJS)**, au Congrès de Grenoble. Membre du secrétariat national du MJS et âgée de 27 ans, la nouvelle présidente a obtenu 224 voix sur 345. Elle explique les priorités de son mandat et son état d'esprit à quelques mois des élections régionales.

Vous venez de succéder à Antoine Détourné à la présidence du MJS, quel a été votre parcours de militante jusqu'à présent ?

Avant de m'investir dans le combat politique, je me suis engagée d'abord dans le milieu associatif notamment à travers « Démocratie et courage », une organisation qui lutte contre l'homophonie, le sexisme et toutes les formes de préjugés. J'ai une culture du « faire », et j'ai envie de passer à l'action !

Quelles seront vos premières décisions de présidente du MJS ?

J'ai une culture du « faire », et j'ai envie de passer à l'action. Notre priorité est d'ouvrir notre organisation et de passer un message à tous les jeunes qui sont en colère et qui rêvent d'une société meilleure. Nous voulons leur dire qu'ils ont toute leur place dans la famille socialiste, et en particulier au MJS. Nous avons besoin de tous les talents, et nous serons prêts à les accueillir comme il se doit pour construire un nouveau modèle de développement.

Sur quoi porteront vos prochaines réflexions ?

Nous mettrons en place un premier débat national dans quelques semaines. Il portera sur les questions d'emplois et d'insertion, poursuivant ainsi le travail fourni entre le MJS et le PS le mois dernier autour de la Journée pour l'emploi. Avec le logement et la santé, ce sont en effet les préoccupations premières des jeunes aujourd'hui. Ce débat sera donc le premier événement d'une série pour présenter un travail concret aux candidats à l'élection présidentielle. L'idée est de mener ces débats en région mais aussi sur le net en partenariat avec la jeune gauche, les associations, les syndicats, les mutuelles, les intellectuels, les chercheurs et les experts.

Le gouvernement s'agit sur la jeunesse. Comment jugez-vous le fruit de cette agitation ?

Le gouvernement n'est pas à la hauteur. Les mesures de Martin Hirsch ne sont que de la communication. Derrière, il n'y a rien. Au MJS, nous travaillons

sur l'instauration d'une allocation d'insertion et d'autonomie pour les jeunes mais aussi sur le droit au premier emploi. Cela suppose que les pouvoirs publics soient en mesure de les accompagner dans leur insertion professionnelle.

Nous entrons dans la campagne des élections régionales. Quel va être votre rôle ?

Nous voulons faire en sorte que les jeunes prennent part aux rendez-vous politiques qui



sont devant nous. Notre premier chantier est de mener une campagne d'inscription sur les listes pour encourager les jeunes à se déplacer aux bureaux de vote en mars prochain. Nous allons partir à la rencontre des jeunes électeurs, partout, où ils vivent, sur leurs lieux de travail, en passant par leurs lieux de vie.

*Propos recueillis
par Gaétane Candau*



Benjamin, 27 ans, militant MJS fédération de Paris, ingénieur.

Historiquement, il y avait longtemps que nous n'avions pas eu à choisir entre deux candidats. Le congrès fut donc pas mal animé. J'attends de la nouvelle présidente qu'elle introduise plus de collectif dans le mouvement en impliquant davantage les militants. L'objectif est de repenser l'organisation du MJS, et de l'ouvrir plus largement en le reliant par exemple davantage aux fédérations. Notre ambition est de lui donner plus de proximité. Il nous faudra créer des réseaux sur notre segmentation MJS, en allant plus largement vers les lycéens, les étudiants, les chômeurs et les jeunes actifs. Martine Aubry nous a sollicités pour être des moteurs de réflexion, jouer un rôle de locomotive pour le Parti sur les idées de progrès social, d'immigration, de diversité. Le MJS a fait éclore l'idée du Pacs, aujourd'hui on doit plancher sur le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels.

J'ai 27 ans, je suis jeune et j'ai l'impression d'être la patate chaude du gouvernement. Je pense aussi qu'aujourd'hui on oppose trop les générations, notamment sur le thème de l'emploi. J'ai l'impression que la bonne fourchette pour travailler est comprise entre 30 et 45 ans. Sur les bordures, il est très difficile de se faire une place. Cela ne fait donc que quinze ans de travail actif. Ce n'est pas envisageable.

Je milite pour l'instauration d'une allocation-autonomie universelle, qui permettrait aux jeunes de choisir eux-mêmes leur chemin, sans cumuler études et travail et sans se fermer des portes pour l'avenir. Car on a l'impression que la case précarité est le passage obligé aujourd'hui. Pour que cela ne soit plus le cas, je demande l'instauration d'un statut de l'étudiant pour lutter contre le travail précaire et en finir avec ce travail à bas coût. Quant au problème du logement, j'aimerais que soient créés des logements dédiés aux jeunes, pour que nous ayons toutes les chances de notre côté pour réussir.



Les régionales sont le prochain enjeu la vague rose de 2004 qui avait permis Une carte recolorée de rose. Comment Quelles ont été les grandes initiatives Nouvelles étapes dans ce tour des régions :

CONSEIL RÉGIONAL PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR



Superficie : 31 399 km²

Départements :

**Alpes-de-Haute-Provence (04),
Hautes-Alpes (05),
Alpes-Maritimes (06),
Bouches-du-Rhône (13),
Var (83), Vaucluse (84)**

Population : 4 702 555 habitants

Densité : 150 hab./km²

Budget 2009

1 849 millions d'euros

◆ **Éducation, formation,
apprentissage : 41,6%**

◆ **Transport et
développement durable : 23,5%**

◆ **Développement
économique et emploi : 10,1%**

PACA, UN LABORATOIRE RÉPUBLICAIN

Dans une région sociologiquement portée à droite, Michel Vauzelle et son équipe sont parvenus à ancrer les valeurs républicaines et laïques dans les esprits. Ils ont renforcé significativement les services publics de proximité chers à une population fragilisée par la crise.

Michel Vauzelle a repris son bâton de pèlerin. Le président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur occupe le terrain, bat le rappel des troupes en vue du grand rassemblement. Il prépare le combat contre une droite revancharde, souvent gagnante sur le papier, mais toujours perdante dans les urnes. « La population est sensible à un discours républicain,

capable de rassembler au-delà des frontières de la gauche, dès lors que celle-ci manifeste son unité », confie Michel Vauzelle, volontiers au-dessus des partis. Personnalité emblématique de la vie marseillaise, l'ancien ministre de la Justice de François Mitterrand est un défenseur zélé de la cause républicaine. Chacune de ses tribunes lui offre d'ailleurs l'occasion de marquer son attachement aux notions de fraternité et de solidarité. Pas question de transiger sur le sujet, de renier l'égalité par l'éducation ou la santé, pourtant menacée par l'Élysée. « La défense de ces valeurs est un principe intangible », tranche-t-il.

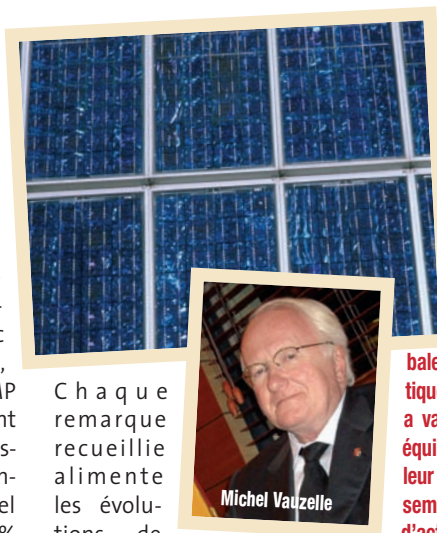
Challenge

Le défi est immense dans une région où toutes les grandes

électoral du Parti socialiste. Il s'agit dès à présent de relancer d'emporter 20 des 22 régions françaises. ces régions ont-elles évolué en six ans de présidence socialiste ? sur ces territoires ? Que signifie avoir sa région à gauche ? Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas de Calais et la Lorraine.

viles sont détenues par la droite. Le parti du président y détient d'ailleurs 36 des 40 sièges de députés. Impossible dans ces conditions de partir en ordre dispersé, alors qu'en face, l'unité est de façade. Il y a cinq ans, le député des Bouches-du-Rhône l'avait emporté avec 45,18 % des voix (73 sièges), contre 33,82 % à l'UMP (31 sièges) et 21 % au Front national (19 sièges). Cette fois-ci encore, la perspective s'annonce favorable, Michel Vauzelle est crédité de 50% d'intention de vote, contre 37% pour son adversaire direct Thierry Mariani, et 13% pour le Front national de Jean-Marie Le Pen, selon le baromètre Opinion Way Fiducial.

C'est la démocratie de proximité qui est le premier atout des socialistes dans ce combat. « Nous avons pris l'habitude de consulter la population sur toutes les décisions qui engagent notre avenir, se félicite Michel Vauzelle. Ainsi, sur le sujet du réseau ferré, nous avons créé quinze comités de lignes qui facilitent les échanges entre élus, usagers, professionnels du transport, autorités organisatrices et représentants associatifs.



Chaque remarque recueillie alimente les évolutions de l'offre de service. Au nom de l'intérêt supérieur, nous privilégions l'union de la gauche et la discussion avec l'opposition », ajoute Michel Vauzelle, satisfait de son bilan.

Solidarité

Rien n'a été laissé au hasard. Dans le domaine industriel, la Région s'appuie désormais sur les PRIDES, Pôles régionaux d'innovation et de développement économique solidaire « ils rassemblent des entreprises intervenant dans un même secteur d'activité en les incitant à coopérer et à mutualiser leurs ressources pour résister à la crise ». Elle mise également sur une politique de

Énergie

Soleil scolaire

En PACA, le développement durable ne se limite pas à un effet de mode. Depuis longtemps déjà, la Région s'est engagée dans une démarche globale d'intégration des problématiques environnementales. Ce qui a valu à Michel Vauzelle et son équipe de réaffirmer haut et fort leur volonté de faire des établissements scolaires un terrain d'action prioritaire, en adoptant un « référentiel pour la qualité environnementale du bâti dans les lycées ». Avec 180 établissements et plus d'un million de m² de toitures, les lycées offrent une surface non négligeable de développement d'installations photovoltaïques raccordées au réseau. Soit un potentiel exploitable de 300 000 m².

« D'ores et déjà, l'intégration systématique des énergies renouvelables dans des opérations neuves, de restructuration ou de réhabilitation des établissements permettra la réalisation, d'ici 2012, de 10 000 m² d'installations photovoltaïques intégrées au bâti et réparties sur une trentaine d'établissements scolaires », détaille Michel Vauzelle.



Les
régions
qu'on
aime

grands équipements, indispensable à l'échelle d'un territoire qui doit régulièrement faire face aux inondations, aux incendies, aux crues et parfois même aux tremblements de terre. « Nous multiplions les assises, les états généraux et les rencontres pour conforter l'identité régionale », renchérit Michel Vauzelle qui préside, par ailleurs, une commission rassemblant les 50 régions méditerranéennes du sud de l'Europe, après avoir créé, en 2006, l'Eurorégion Alpes-Méditerranée. Elle regroupe cinq régions françaises et italiennes, la Provence-Alpes-Côte-d'Azur, la Ligurie, le Piémont, la Vallée d'Aoste et la région Rhône-Alpes. L'union a été scellée par un destin commun et un axe géographique cohérent. Sa création a permis de peser sur les institutions européennes et de

mettre au point des actions d'envergure. L'exécutif peut se targuer d'avoir obtenu des résultats plus qu'encourageants en matière de transports et d'environnement. Cette politique s'est exprimée avec force dans les lycées et les Centres de formation pour adultes (CFA). « De la construction au fonctionnement, en passant par le choix des équipements, ces établissements sont respectueux du cadre de vie et de l'environnement », détaille Michel Vauzelle. « Tout cela s'est fait en concertation avec nos alliés naturels, des verts aux communistes. » Cette unité permettra d'amplifier les efforts déployés dans le domaine du développement durable, en commençant par les transports ferroviaires régionaux.

« Nous sommes non seulement comptables des valeurs de

16



Développement

IRIS, ÉCLOSION D'INITIATIVE

Un outil pour résister à la crise sans laisser des victimes au bord du chemin, c'est IRIS, Intervention régionale pour l'investissement social. La Région PACA n'a pas attendu que la crise produise ses effets indésirables pour mettre au point un fonds de formation de protection. Le 17 avril dernier, l'assemblée régionale adoptait ainsi un véritable plan d'urgence baptisé IRIS (Intervention régionale pour l'investissement social), du nom d'une fleur provençale. Depuis, les demandes affluent. 1 200 acteurs sont sur la brèche.

« Doté de 5 millions d'euros, ce précieux sésame est abondé autant que de besoin et dans la limite des moyens dont dispose la collectivité et de la mobilisation de fonds nationaux et régionaux, prévient Pascale Gérard, vice-présidente du Conseil régional en charge de la formation et de l'apprentissage. Avec deux priorités à la clé : soutenir le plan de formation des entreprises en difficulté et favoriser le maintien dans l'emploi, la transition ou la reconversion des salariés peu qualifiés; promouvoir une démarche plus souple, réactive et partenariale pour cofinancer des projets de formation à l'initiative d'acteurs de la vie économique et sociale ». Et permettre ainsi à des demandeurs d'emploi ou des personnes en mal d'insertion d'entrer dans la vie active par le biais d'un parcours sécurisé. Du cousu main.

Agir... pour la planète

Surconsommation, réchauffement... Depuis dix ans, la Région PACA est engagée dans la lutte contre le dérèglement climatique. Avec AGIR, Action globale innovante pour la région, elle a franchi un nouveau cap qui la propulse désormais à la pointe de l'innovation en matière de développement durable.

Doté d'un fonds d'innovation et d'expérimentation de 70 millions d'euros pour la période 2007-2010, ce dispositif finance des projets exemplaires dans les domaines de l'économie d'énergie et des énergies renouvelables. Il s'adresse aux collectivités, entreprises, associations, organismes de recherche et, plus généralement, à tous ceux qui souhaitent agir pour l'environnement.

« L'objectif est de mettre en place, à l'échelle locale, les conditions permettant d'adopter durablement les bonnes pratiques, précise Annick Delhay, vice-présidente déléguée à l'écologie, à l'environnement et au développement durable. Avec AGIR, notre territoire se donne les moyens d'être véritablement une Éco-région en matière d'énergie, pour faire face à la crise et aux enjeux du changement climatique ».



Lycée de Vaison-la-Romaine

gauche, mais aussi des principes républicains », renchérit l'édile socialiste. D'où la prise en charge, par la Région, des équipements des apprentis, comme leurs caisses à outils, ou de l'aide au logement allouée aux étudiants. La solidarité se traduit sous toutes ses formes. Ainsi, la Région a-t-elle également favorisé le développement des associations dans les quartiers nord et populaires de Marseille. Elle soutient également les départements isolés. « Nous sommes parvenus à transcender les clivages pour toucher un public populaire, progressiste, républicain, sensible à la concertation que nous favorisons. »

Humanisme

Sous le chaud soleil de Provence, l'opposition a germé. Nice, Toulon, Marseille, Aix-en-Provence, Avignon... Autant de grandes villes tenues par la droite, comme les départements des Alpes-Maritimes et du Var. La Région, l'agglomération et le Conseil général des Bouches-du-Rhône échappent à cette règle. « Preuve que les discours sur la disparition des services publics de proximité ont eu une réelle portée politique. Les électeurs restent sensibles à un message humaniste et porteur d'une alternative crédible au modèle déshumanisant que leur propose Nicolas Sarkozy ». Les premières projections sont réconfortantes. Rien à voir avec les sombres prédictions du chef de l'État lors de son discours de Nice.

« Ce ne sont que des sondages, prévient toutefois Michel Vauzelle. Je veux être celui qui tend la main et qui unit toutes les forces de gauche. Je le ferai jusqu'au bout avec nos partenaires communistes et verts pour faire face à une droite radicale. Cette situation nous oblige moralement à faire l'union ». Pas seulement avec les forces politiques en présence, mais aussi avec la nébuleuse syndicale et associative. Histoire, surtout, de répondre aux préoccupations d'un électorat en souffrance contre une société qui les marginalise. Et de défendre les valeurs républicaines et laïques, garantes du maintien des services publics. ■



CONSEIL RÉGIONAL NORD-PAS DE CALAIS



18



Superficie : 12 414 km²
Départements :
Nord (59),
Pas de Calais (62)

Population : 4 000 000 habitants
Densité : 324 hab/km²

Budget 2009

1 917 millions d'euros

- ◆ **Transport TER : 23%**
- ◆ **Apprentissage : 8%**
- ◆ **Lycée et formation initiale : 19%**
- ◆ **Formation permanente : 16%**

NORD-PAS DE UNE RÉGION ACCÉLÉRATION

Résister tout en continuant à avancer, à pousser toujours un peu plus haut l'ambition pour ses quatre millions d'habitants : le Nord-Pas de Calais, carrefour naturel de l'Europe, retrouve peu à peu sa place de grande région.

Le président Daniel Percheron avec son équipe a fait le choix de l'audace et de l'ambition. Arrivé dans le fauteuil de Michel Delebarre en 2002, puis réélu en 2004, l'ancien professeur d'histoire-géographie, originaire de Lens, a mis tout en œuvre pour garder le cap de l'excellence. La détermination première a été de faire le maximum pour garantir une qualité de vie aux habitants de la région sinon meilleure, au moins égale à celle des autres.

Simplement par respect pour une population trop longtemps habituée au silence, à la résignation face aux injustices des guerres économiques. L'expert du monde du foot veut jouer en première division, non pas seulement pour les quatre clubs, Lens, Lille, Valenciennes et Boulogne sur mer, dont il suit les résultats à la loupe, mais pour l'ensemble des habitants du Nord-Pas de Calais et surtout, assurer ce maintien au top du classement pour les générations futures.

La région a d'emblée opté pour l'exceptionnel en inventant un concept unique : emprunter les rames où circulent les TGV pour faire rouler les trains express régionaux. Une idée percutante qui contribue à rééquilibrer le territoire. Une mobilité indispensable qui permet à un grand nombre d'utilisateurs de bénéficier d'une mobilité plus grande et plus efficace à un

CALAIS : EN



coût financier modique et pour un moindre coût écologique. Car développer le réseau ferroviaire, c'est proposer et mettre en place une alternative aux transports polluants et participer à la réduction des émissions de CO₂. Les résultats sont là puisque plus de 55 000 usagers prennent le train chaque jour, soit 110 000 trajets jour sur le réseau ferroviaire.

Le président Daniel Percheron cite volontiers Jacques Attali lorsque dans son ouvrage « Une brève histoire de l'avenir », l'ancien conseiller de François Mitterrand envisage le cœur européen de la mondialisation battant au rythme du Nord-Pas de Calais, arrimé à l'axe ferroviaire Rhénan reliant Londres, Calais, Lille, Amsterdam et Cologne. La grande vitesse européenne peut et doit bénéficier au Nord-Pas de Calais. Sa

capitale lilloise a d'ailleurs su tirer profit du formidable effet de l'arrivée du TGV. « L'avenir de notre région est là, à notre portée. Nous mettons toute notre énergie pour que nous soyons au rendez-vous », affirme Daniel Percheron.

L'autre pilier du développement se situe à l'ouest avec sa façade maritime. La décentralisation a fait glisser les ports de Calais, premier port européen de passagers, et Boulogne sur mer, premier port de pêche français, dans le giron des compétences régionales. Depuis le 1^{er} janvier 2008, les réponses aux ambitions de la façade littorale au nord du pays ont été largement esquissées pour que la France redevienne une grande puissance maritime. Avec un quart du trafic maritime qui passe juste en face de ses côtes, la région peut

.../...

SANTÉ

Rattrapage prioritaire

Dans son souci d'être au plus près du citoyen, de ses préoccupations quotidiennes, la Région Nord-Pas de Calais a mis en place un plan régional de lutte contre les cancers qui se traduit très concrètement par une aide à l'acquisition d'équipements de pointe pour le dépistage du cancer. Mieux diagnostiquer et au plus vite, pour soigner au une population qui vit moins longtemps que dans les autres régions françaises (en moyenne une espérance de vie inférieure à la moyenne de trois ans pour les hommes et de deux ans pour les femmes, et une surmortalité de 20 % toutes causes confondues). Une façon là aussi de permettre une équité territoriale en équipement de haute technologie et en matière d'accès aux soins.

Depuis 2004, 20 millions d'euros ont été consacrés chaque année à la politique santé, ce qui a permis de participer à l'investissement de 140 équipements de pointe sur l'ensemble du territoire. Un choix politique dans une région où les indicateurs de santé s'améliorent trop lentement.

La région participe aussi à la recherche contre le cancer et développe un volet de soutien à la prévention et au dépistage. Une politique de rattrapage volontariste qui participe elle aussi à préparer l'avenir.

Les
régions
qu'on
aime

sereinement envisager de devenir la porte du monde. La feuille de route de la Région doit aussi composer avec de très mauvais indicateurs de santé. Et là encore, le Nord-Pas de Calais affiche volontarisme et audace allant au-delà de ses compétences initiales. Il met en pratique un droit d'ingérence sanitaire régional, là où l'État reste inactif.

La première marche de la décentralisation a été posée, il y a une vingtaine d'années, avec la compétence des lycées. Les person-

nels TOS ont été récemment intégrés au personnel du Conseil régional. Au cours du dernier mandat 3 700 agents ont rejoint les rangs du Conseil régional.

La Région mène une politique ambitieuse pour ses lycées en y consacrant près de 300 millions d'euros soit 14% de son budget. Une politique de Haute Qualité Environnementale a été systématiquement déclinée sur l'ensemble des rénovations et des constructions d'établissements scolaires pour que les jeunes de la région puissent étudier dans les meilleures conditions. Douze établissements ont été inaugurés depuis 2004. Une nécessité

Projet du Louvre - Lens



Culture

Ambition

Rendre la culture populaire et accessible à tous. Le Nord-Pas de Calais consacre un bud-

get important à la culture en multipliant ses aides aux structures culturelles conventionnées (52 structures régionales et 10 scènes nationales). La Région assure un partenariat étroit avec l'Orchestre national de Lille, elle a lancé un festival de piano, et participe chaque année au festival d'Avignon. Marchant dans les traces du « Lille, capitale européenne de la culture » en 2004, Daniel Percheron a « bricolé », dit-il, le concept de « Capitale régionale de la culture » avec une première édition dans le Valenciennois. Une multitude d'événements culturels a été programmée en douze mois avec une exceptionnelle exposition « Pharaons » qui a compté 180 000 visiteurs. Une façon concrète de mettre la culture et l'émotion à portée de tous.

En décembre, sera posée la première pierre du Louvre-Lens. Lens, le bassin minier, et l'ensemble de la région, accueilleront ainsi le plus grand musée du monde. Révolutionnaire dans sa conception architecturale, il constituera un formidable levier pour la région et lui apportera une renommée internationale. Avec des centaines de milliers de visiteurs attendus, Lens deviendra alors l'étape européenne de grandes expositions internationales. Développement des infrastructures routières et touristiques, la 10^e agglomération de France, celle de Lens-Henin-Carvin, se prépare donc à un développement extraordinaire.

absolue pour offrir les meilleures conditions possibles pour préparer le baccalauréat. « Nous développons aussi toutes les formations, en particulier, celles menant aux métiers en tension et aux métiers de demain » précise Daniel Percheron. Dans un domaine parallèle, la Région s'est mobilisée aux cotés des universités pour décrocher le label Campus international. Au-delà d'un simple permis de rêver, la région se donne les moyens de ses ambitions.

Autre défi de la mandature, favoriser et développer la pratique sportive. La Région mène une politique affichée de soutien aux sportifs amateurs et professionnels : canoë kayak, basket, planche à voile... Plus de mille clubs ont reçu des aides pour s'équiper en matériel sportif. Les subventions attribuées entre 2002 et 2008 ont doublé pour atteindre 23 millions par an. Par ailleurs, la Région a anticipé sa position stratégique de base arrière des Jeux Olympiques de Londres 2012 en assurant, en lien avec les collectivités locales, un développement cohérent des territoires, une politique de rénovation et construction des infrastructures sportives. Une autre façon d'aller de l'avant avec un Nord-Pas de Calais en première ligne. ■



Economie

Résister

Longtemps dernier de la classe en matière de création d'entreprises, le Nord-Pas de Calais a rattrapé son retard ces dernières années grâce à

une mobilisation sans précédent et par un choix affiché de développement de sa politique d'innovation. Un plan régional pour la création et la transmission d'entreprises a servi de catalyseur : près de 18 000 entreprises sont créées ou reprises chaque année.

La violence de la crise économique, ses conséquences sur l'emploi en Nord-Pas de Calais ont été appréhendées au plus vite. Les menaces de fermeture d'usine, de chômage partiel, de perte d'emploi pèsent sur les entreprises de la région et laissent planer une menace encore plus grande sur les demandeurs d'emploi qui voient la situation se dégrader et les chances de retrouver un travail s'amenuiser.

Les élus socialistes ont réagi à la mesure de la situation en lançant dès l'automne 2008 un plan de relance régional. Plus de 51 millions d'euros ont été mobilisés pour accompagner et soutenir les entreprises fragilisées. Grâce à ce plan, qui a rassemblé l'ensemble des partenaires économiques, 73 entreprises régionales (environ 7 000 emplois) ont été préservées et plus de 500 entreprises du Nord-Pas de Calais ont bénéficié de garanties.

Sa mise en place était essentielle dans cette région qui accueille un grand nombre d'investisseurs étrangers : un salarié sur sept travaille en effet dans une entreprise à capitaux étrangers.

Par ailleurs, les élus socialistes ont porté, défendu et obtenu que le dispositif de reconversion Contrat de transition professionnelle (CTP), expérimenté dans le Valenciennois, (initialement pressenti pour être étendu aux villes gérées par la majorité présidentielle de Douai et Calais !) soit étendu à l'ensemble des salariés du Nord-Pas de Calais. Cette convention régionale personnalisée inédite sur le territoire garantit, avec l'accord des partenaires sociaux, 80 % du salaire sur douze mois au lieu de huit, avec un accompagnement renforcé pour la recherche d'un emploi.



Les
régions
qu'on
aime

CONSEIL RÉGIONAL LORRAINE



Superficie : 23 547 km²
Départements :
Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57), Vosges (88)

Population : 4 000 000 habitants
Densité : 98 hab/km²

Budget 2009
971 millions d'euros

- ◆ **Éducation, formation : 43,89%**
- ◆ **Transports et développement durable : 29,45%**
- ◆ **Développement économique et emploi : 17,81%**

LORRAINE : UNE RÉGION QUI DÉCOLLE

La Lorraine est traditionnellement éléctrice de droite. La crise de l'industrie en France a asphyxié l'économie de la région et a provoqué une prise de conscience des électeurs. En six ans de mandature socialiste, l'équipe de Jean-Pierre Masseret a multiplié les investissements et varié les secteurs d'activité d'une région qui réapprend aujourd'hui à respirer.

Metz est une magnifique métropole. Son quartier impérial érigé avant 1914 étonne par ses constructions massives comme la gare de style néoroman ou l'ancienne Banque impériale. Mais, derrière la carte postale, la réalité terrain est plus sombre. « Avec 28 000 emplois perdus en six ans, la Lorraine est certainement la région qui a le plus souffert de la désindustrialisation »,

observe Jean-Yves Le Déaut, premier vice-président et député de Meurthe-et-Moselle. Dans cette région traditionnellement à droite, surnommée d'ailleurs « le Texas français » dans les années 1960, la crise a touché aussi bien la chimie, que la sous-traitance automobile, la sidérurgie ou encore le textile. « Le tissu industriel a été littéralement dévasté à partir de 1976 », affirme Jean-Pierre Masseret, président du Conseil régional et candidat à sa propre succession. Caractéristique des régions anciennement industrialisées, la Lorraine se classe au 11^e rang de la production de richesse en France. Ramené au nombre d'habitants, le PIB du berceau des Wendel-Seillière chute à la 18^e place. Les élus de la majorité régionale pointent du doigt leurs prédécesseurs de droite qui se concentraient sur le transport et l'éducation. « Nous avons eu

pour principe, durant ce mandat, d'intégrer le Conseil régional à la vie politique locale, signale Jean-Pierre Masseret. La Région est ainsi devenue ces dernières années ce qu'elle n'était pas auparavant : un partenaire pour les communes, les départements et les entreprises. » Même si parfois, cela donne lieu à des confrontations avec l'État, les villes et les départements tenus par la droite.

Les socialistes n'ont toutefois pas négligé les principales prérogatives de la région. « Dans le secteur des transports, notre programme a nécessité 350 millions d'euros d'investissement », souligne Jean-Pierre Masseret. Augmentation de la fréquence des TER, baisse des tarifs, rénovation du parc de trains, ramenant leur âge moyen de 29 à 11 ans. « Au final, toutes ces actions ont provoqué une hausse de la fréquentation comprise entre 50 et 60%. ».

De même, la Région a investi dans ses lycées. « Nous comptons beaucoup d'établissements qui étaient souvent liés aux industries du charbon ou de l'acier. Nous avons multiplié par 4 les sommes que nos prédecesseurs consacraient à leur entretien. » Le chantier est encore énorme: un milliard d'euros est nécessaire pour les remettre aux meilleures normes.

« Nos budgets les plus importants sont la formation et transports, ils n'évoquent pas grand chose à la plupart des

Lorrains. Nous avons voulu impliquer la Région au plus près des habitants pour améliorer leur vie quotidienne », révèle Thibaut Villemin, vice-président en charge du développement des initiatives patrimoniales, culturelles et sportives.

La gauche a ainsi construit un outil de services régional qui permet de contractualiser des partenariats avec les collectivités locales, en vue d'intervenir sur chaque territoire rural ou urbain. « Cela a permis de construire des haltes-garderies, des cantines, d'aider des entreprises ou des associations, précise Jean-Pierre Masseret. Nous avons ainsi compensé le retrait de l'État » Une politique contractuelle qui a mobilisé 70 millions d'euros.

La Lorraine a créé des aides pour les citoyens, comme la gratuité des livres, les aides à la formation pour les femmes seules, etc. « Un éventail d'aides qui permet de soutenir le pouvoir d'achat des habitants », résume le président.

La Région a pris une deuxième option stratégique: s'engager dans l'innovation. La Lorraine a mis en place un fonds régional innovation, le FRIL, dont la mission est de favoriser l'amorçage d'activités, mais aussi la reprise d'entreprises ou leur transmission. Dans le même esprit, l'Agence de mobilisation économique a été mise sur pied pour traduire en activité économique le résultat d'activités de recherche.

CRISE

Main tendue

La Région a accompagné la fermeture de l'usine Arcelor de Gandrange, de Michelin à Toul, d'autres dans l'industrie chimique (Arkéma) ou pétrolière (Total). La Lorraine s'est impliquée pour contrer les effets de la crise. Elle a notamment voté, début 2009, un programme appelé « 20 coups de pouces », 70 millions d'euros, 360 millions d'investissement au total. Un niveau d'intervention élevé ramené à la taille de la région. Ces 20 coups de pouces soutiennent les travaux dans les lycées, la création d'un Fonds conjoncturel d'intervention afin de faciliter l'accès des entreprises au financement, sans oublier un plan de soutien à l'emploi et au pouvoir d'achat. Ce dernier volet prévoit notamment la création d'un fonds destiné à aider les familles à assumer le coût de la restauration scolaire. « Nous avons augmenté nos impôts de 40% depuis 2004, cela ne représente qu'un surplus de 21 euros par ménage », précise Jean-Pierre Liouville, vice-président en charge des Finances. Malgré ses difficultés sur le plan économique, la Lorraine n'a bénéficié d'aucun coup de pouce de l'État. L'État et la SNCF doivent d'ailleurs, à eux deux, 150 millions d'euros à la Région (la Lorraine a ouvert un contentieux avec la société publique). En outre, le plafonnement de la taxe professionnelle décidé à Paris a obligé la Région à rendre 14 des 18 millions d'euros de surplus qu'elle avait pourtant réussi à lever.

Les
régions
qu'on
aime

« Nous l'avons doté de 20 millions d'euros et recruté des polytechniciens pour lui donner toutes ses chances », détaille Jean-Pierre Masseret. De même, les élus de la majorité ont voté un plan de 70 millions d'euros contre la crise dès janvier 2009. « Cette orientation stratégique nous a permis de créer ou de sauvegarder 65 000 emplois sur notre territoire », avance-t-il.

L'équipe socialiste ne manque pas de projets pour l'après-2010. Pourtant, comme pour toutes les collectivités locales la réforme territoriale menace.

« L'État risque de pousser les collectivités territoriales à la faillite. Les Régions risquent de devoir diminuer leurs activités et leurs missions, ce serait gravissime », alerte le président de la Région Lorraine.

Pour 2010, néanmoins, l'approfondissement reste le maître mot. En matière industrielle, la Lorraine sera le berceau d'un nouvel avion de transport de 24 places, le Skylander, développé sur l'ancienne base de l'OTAN de Chambley. Il sera produit par Gecis international et volera dans dix-huit mois. À terme, 1 000 emplois pourraient être créés, contre 150 actuellement. En matière d'aménagement du territoire, le Conseil régional souhaite faire travailler ensemble les villes de Metz et de Nancy autour des infrastructures TGV qui se développent à mi-

Centre Pompidou-Metz / Photo Olivier H. Dancy



Culture

LE CHOIX DE L'ASSOCIATION

« Ce qui a changé ?, réfléchit Thibaut Villemin, jeune vice-président en charge de la culture, des sports et de la vie associative, C'est la création d'un partenariat avec tous les acteurs associatifs, qu'ils soient sportifs ou culturels. » Ainsi, la Région a mis en place des rendez-vous annuels où elle rencontre toutes les associations. « Nous venons de décider que ces contacts seront désormais permanents, en fonction des territoires et des thèmes. » Lors de ces rendez-vous, en 2009, le « chèque initiative » a été créé. D'un montant de 500 euros, il est attribué à une association qui monte une action de cohésion sociale. « Pour nous, le monde associatif porte des valeurs essentielles pour la vie en société. » Ces projets ne font pas l'unanimité. « La droite critique nos projets dans leurs principes, elle vote contre le budget pour, ensuite, se réjouir devant les associations des subventions qu'elles ont obtenues... » Au total, les aides à l'emploi dans le secteur associatif ont été triplées, passant de 4 à 12 millions entre 2004 et 2009. « Nous sommes également partenaires des actions menées par les territoires, cela fut une nouveauté pour les habitants en milieu rural ou dans les quartiers populaires. Par exemple, nous ne nous contentons pas d'accueillir le Centre Pompidou à Metz, conclut Thibaut Villemin, nous faisons tout pour qu'il aille à la rencontre des gens qui ne pensaient pas à aller dans un musée. »

INNOVATION

Pleine compétitivité

Axe stratégique du Conseil régional, l'innovation représente 80 millions d'euros par an, hors fonds affectés aux mutations industrielles. « En 2004, lorsque nous sommes arrivés à la tête de la Région, l'innovation était notre priorité. Depuis nous jouons un rôle de catalyseur, rapporte Jean-Yves Le Déaut, premier vice-président et député de Meurthe-et-Moselle. Nous n'avons toutefois pas les moyens de nous substituer à une politique industrielle nationale qui a d'ail-

leurs été abandonnée. » Le fonds régional d'innovation en Lorraine a permis d'encourager la recherche et le développement de 350 PME en trois ans, contrairement au crédit impôt-recherche qui, au niveau national, « profite surtout aux plus grosses entreprises », remarque Jean-Yves Le Déaut. Pour soutenir cet effort, l'Agence de mobilisation économique a été créée. « Nous nous appuyons sur nos pôles de compétitivité », signale Jean-Yves Le Déaut. Ils sont au nombre de deux : le premier, développé avec la Région Champagne-Ardenne, se concentre sur les matériaux, le second, en coopération avec l'Alsace, opère dans le secteur des fibres afin de conforter la filière bois, textile et papier, très fort dans les Vosges. Enfin, la Région s'est portée candidate pour devenir le pôle de compétitivité « qualité de l'eau ». L'autre grand projet de Jean-Yves Le Déaut porte sur les matériaux d'isolation. « Cela devrait se concrétiser avec le Luxembourg lors du prochain mandat, afin de développer le nord de la région. »

chemin entre les deux villes rivales. « Nous voulons créer une véritable métropole lorraine », remarque Jean-Pierre Masseret. La Région veut aujourd'hui s'investir dans le développement durable. Elle prépare une charte éthique pour que toutes les politiques soient vues à travers ce filtre écolo. La Lorraine parie sur son avenir, les socialistes ont lancé les premières mises.

Pages réalisées par Olivier Vilain

Formation

DU SUR MESURE

En matière de formation professionnelle et d'insertion, la Région est montée au front. « Nous avons quand même un taux de chômage de près de 10%, supérieur à la moyenne nationale, en raison des restructurations frappant l'industrie traditionnelle », analyse Laurence Demonet, vice-présidente en charge de l'insertion professionnelle, de l'innovation sociale et de la reconversion professionnelle. Le décor est planté. « Nous avons besoin de dispositifs plus réactifs pour mener à l'emploi ou pour sécuriser les salariés en poste », ajoute-t-elle. La Région mène une action par territoire. « Nous réunissons tous les acteurs afin de monter des dispositifs sur-mesure et co-financés », explique-t-elle. Ainsi, pour préparer l'ouverture du Center Parc, qui s'apprête à embaucher 622 salariés, 1 500 personnes ont été formées depuis un an : « Après leur formation, leur CV intéressera davantage le secteur de l'hôtellerie restauration. L'idée est de ne laisser passer aucun emploi disponible », assure Laurence Demonet. La Région a été la première, en 2005, à s'inquiéter du sort des jeunes sortant du système scolaire sans qualification. Ils sont 2 000 par an. D'où le lancement d'un réseau de neuf écoles de la deuxième chance qui ont formé 1 500 jeunes en 2008. « Nous allons ouvrir, fin 2009, une école de la deuxième chance avec la Belgique, conclut Laurence Demonet, et, en 2011, une autre avec le Luxembourg. »

Le gros clash

Réunis à la Porte de Versailles, dans le cadre du Congrès de l'Association des maires de France (AMF), les élus n'ont pas manqué de dénoncer les méfaits de la réforme territoriale et de la suppression de la taxe professionnelle. Sur fond de crise...

26

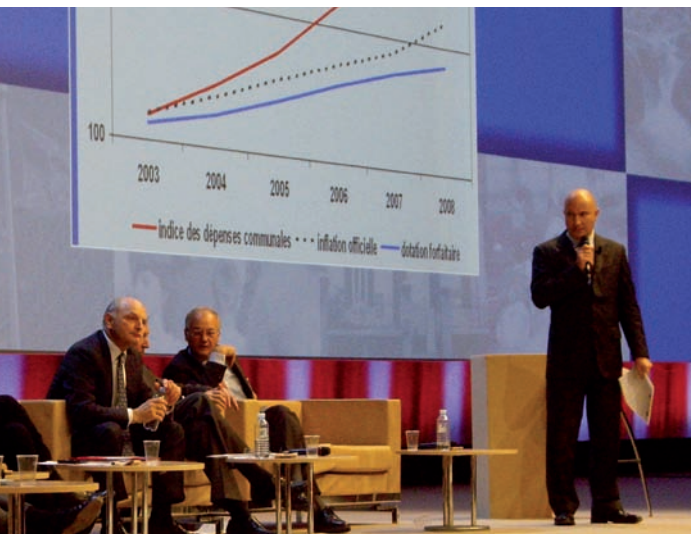
Ils avaient décidé de faire de cet instant solennel l'un des principaux temps forts de leur contestation. Vingt-quatre heures à peine après le rassemblement de 2 000 conseillers généraux résolus à défendre les départements, les élus socialistes ont une nouvelle fois démontré leur capacité à se retrouver, à l'occasion du Congrès de l'AMF (Porte de Versailles, 17-19 novembre). Dans le viseur, la réforme territoriale qualifiée d'« inique » et d'« antidémocratique » par la Première secrétaire elle-même. La grogne est désormais partout, d'autant que le chef de l'État, qui a trouvé le moyen de se défilier pour l'occasion, ne manque pas une occasion de stigmatiser la tendance dispenseuse des collectivités. L'intervention du Premier ministre, accueilli par des quolibets, ne fut pas de nature à inverser la tendance. Pire, le divorce entre les élus et le gouvernement est désormais consommé. « François Fillon est entré sous les sifflets, il est ressorti dans l'indifférence », ironisait Gérard Collomb, maire de Lyon.

Mensonges

Triste spectacle que celui d'un gouvernement aux abois qui s'emploie, jour après jour, à asphyxier des exécutifs déjà durement éprouvés par les emprunts toxiques et l'annonce programmée de la suppression de la taxe professionnelle (TP), sur fond de règlement de compte politique. « Le temps des échecs est là », a martelé Martine Aubry lors du déjeuner des maires, organisé en marge du Congrès par la Fédération nationale des élus socialistes et républicains (FNESR). Échec économique d'abord, dans la mesure où le plan de relance ne produit aucun effet positif. Échec social ensuite, dont les conséquences se révèlent dramatiques pour les classes moyennes et populaires. « Les bonus prospèrent, les Français trinquent ! », a affirmé la Première secrétaire. Et pendant ce temps-là, Sarkozy commande des sondages, trie les réponses, les transmet aux médias. Il trompe l'opinion, contrôle la justice, mêlant sans coup férir justice et affaires! »



« À chaque fois qu'il s'agit de toucher à l'essentiel, les élus de gauche sont là, a déclaré la maire de Lille. La réforme offre au président un terrain propice, en tournant le dos aux intérêts des Français ». Au même moment, Nicolas Sarkozy taxe les élus de dépenser sans compter, à l'heure où l'État accuse un déficit de 140 milliards et que les dotations sont en berne. « Derrière cette réforme, c'est le changement du mode de scrutin qui est en jeu, a ajouté Martine Aubry. L'objectif est de couper l'herbe sous le pied des collectivités pour les contraindre à taxer les ménages ». Le vieux débat visant à opposer un État vertueux à des collectivités dépensières a été relancé cours. « Cette réforme touche à l'essentiel des valeurs républicaines, définit Claudy Lebreton, le président



de la FNESR. Elle nous offre une réelle opportunité pour porter le fer contre la droite ». « Elle a pour socle le dénigrement et pour méthode l'opacité », ajoute André Laignel, secrétaire général de l'AMF. Les maires sont les premiers recours, mais aussi les derniers espoirs de beaucoup des nôtres. Nous ne pouvons accepter qu'on nous prive des moyens de répondre à leurs aspirations, à leurs besoins, parfois même à leur détresse. Nous ne pouvons accepter d'être transformés en sous-traitants de l'État. C'est le pacte républicain, lui-même qui serait affaibli. »

Rupture

En écho, Alain Rousset, président du Conseil régional d'Aquitaine, député de la Gironde et président de l'Association des Régions de

France (ARF), voit dans le futur conseiller territorial un être hybride, « plus homme que femme, plus vieux que jeune, épuisé par la tâche ». Un élu « à cheval entre deux cultures, appelé à devenir un surhomme ». Cette réforme marque donc clairement une

rupture avec l'esprit de décentralisation, aboutissant à la multiplication des échelons, au prix d'une complexité sans nom. « La première grande faute de Sarkozy », résume le patron de l'Association des régions de France. « Une autre réforme est possible, fondée sur un État fort, assumant ses tâches régaliennes, portant haut nos valeurs républicaines et laïques hors de nos frontières, veut croire Martine Aubry. Un État stratège, aussi, capable de défendre les services publics, au service de la justice sociale ».

Ni François Fillon, ni Christine Lagarde ne sont parvenus à dissiper les doutes sur le sujet. Pas plus que sur la mise à mort de la taxe professionnelle. Derrière les courbes et les graphiques, personne n'est dupe. S'ils promettent l'un et l'autre de transférer une centaine de millions d'euros de

Fillon au piquet

À défaut de dompter les élus, François Fillon a ravivé leurs inquiétudes. Sur le remplacement de la taxe professionnelle par un panier de taxes, contributions et dotations, l'affaiblissement du lien fiscal entre territoires et entreprises induit par la réforme de la TP, et la faible progression des dotations de l'État pour 2010 (+ 0,6 % pour la dotation globale de fonctionnement), le discours du Premier ministre n'a pas varié d'un pouce. Au point que de nombreux maires ont quitté la salle lors de son intervention au congrès de l'AMF. Un homme « incapable d'entendre le désarroi des élus, a aussitôt qualifié le patron du groupe socialiste au Sénat, Jean-Pierre Bel. Avant de fustiger « l'entêtement du gouvernement à improviser la suppression de la ressource principale des collectivités locales, et à imposer la réforme territoriale ».

B.T.



Le gouvernement invité à revoir sa copie

« Le congrès estime que ces deux réformes, en l'état actuel des textes présentés au Parlement, ne sont pas acceptables, précise la résolution présentée par André Laignel en clôture des journées de l'AMF. Le congrès considère que l'année 2010 devra être mise à profit pour rechercher l'indispensable consensus républicain sur les deux réformes engagées par le gouvernement ». Les maires pointent, en particulier, « la gravité de la situation » et demandent « que le texte sur les compétences des collectivités territoriales soit connu avant le vote de la réforme territoriale ». Autre motif de discord : la taxe professionnelle au sujet de laquelle les édiles réclament le report, à l'année prochaine, du vote définitif par le Parlement du nouvel impôt économique appelé à la remplacer.

B.T.

28

recettes de l'État vers les collectivités et de maintenir le lien entre entreprises et territoires, les élus de gauche mais aussi de droite, déplorent une perte d'autonomie financière inévitable. « Les maires n'acceptent pas d'être les boucs émissaires de la mauvaise gestion de l'État, résume Pascal Buchet, maire de Fontenay-aux-Roses et rapporteur de la commission de finances de l'AMF. Ils refusent de faire le sale boulot ! »

Dépenses contraintes

Plusieurs élus réclament une hausse de l'impôt sur le revenu, fustigeant par la même occasion la disparition de la taxe professionnelle. D'autres s'interrogent très sérieusement sur les ressources affectées aux communes et aux communautés. Ce qui vaut à Jean-Claude

Boulard, maire du Mans, d'appeler à un « ajustement » de la réforme, et à Didier Migaud, président de la Commission des finances à l'Assemblée nationale, de fustiger le remplacement de l'impôt par des dotations faiblement évolutives (+ 0,6 %), inférieures aux dépenses locales. « Faute de pouvoir recourir à l'emprunt, l'autofinancement des collectivités locales est contraint, dénonce André Laignel, secrétaire général de l'AMF. Pour l'heure, elles n'ont d'autres ressources que de diminuer le niveau du service public local et de revoir à la hausse l'impôt sur les ménages ». « Nous sommes favorables aux évolutions, aux réformes. Mais pourquoi une telle brutalité ? Pourquoi cette arrogance ? », s'interroge Bertrand Delanoë. Nous avons besoin de lisibilité et de respect. Nous avons besoin de concertation, d'avoir

le temps d'élaborer ensemble une réforme qui marche et qui respecte surtout l'autonomie de décision des assemblées démocratiquement élues dans nos communes ». Sur ce terrain, Jean-Pierre Balligand, le président de l'Institut de décentralisation, est de ceux qui pensent qu'un débat sur la spécialisation des compétences et sur la clause générale des compétences est utile. Des questions qui, regrette-t-il, ne figurent pas au cœur de la réforme. Le seul enjeu porte sur le changement du mode de scrutin qui remet en cause l'existence même des régions. « Il faut émanciper les conseillers régionaux du localisme pour qu'ils se consacrent au développement universitaire, à celui des clusters et de la recherche, conclut Jean-Pierre Balligand. Cette réforme propose tout le contraire. Elle est totalement régressive. »

Bruno Tranchant

Le contre-feu des élus socialistes

Après la publication, par l'UMP, du Livre noir des régions socialistes, les élus socialistes ont décidé de répliquer. Ils dénoncent les dérives d'une politique gouvernementale marquée par la création de nombreuses taxes et des transferts de charges non compensés.

La riposte n'a pas tardé. Après la présentation, par Roger Karoutchi et Xavier Bertrand, du Livre noir des régions socialistes, les élus incriminés n'ont pas manqué de renvoyer l'UMP à ses turpitudes. C'est d'abord Jean-Paul Huchon qui s'y est collé en fustigeant un parti qui, en moins de trois ans, a « triplé la dette de l'État et créé onze taxes à la tête du gouvernement ». Au moment où celui-ci absorbe 80 % des recettes fiscales, contre 2 % seulement aux régions. Soit, 245 milliards d'euros contre 5,1 milliards. D'où une hausse des prélèvements entre 2003 et 2009 qui ne représente guère qu'une progression annuelle de 3 g par habitant. La moitié du prix d'un paquet de cigarettes...

La situation n'en est pas moins ardue puisque les exécutifs assurent à eux seuls 13 % des dépenses locales, alors qu'ils ne perçoivent que 7 % du produit de la fiscalité directe. Or, le gouvernement ne se prive pas de charger la barque en leur demandant d'augmenter la TIPP (Taxe intérieure de consommation

sur les produits pétroliers), pour faire face à ses propres dépenses. Un comble, à l'heure où le poids de la dette de l'État flambe pour atteindre 1 135 milliards d'euros. Celle des collectivités se monte à 141 milliards alors qu'elles assument 73 % de l'investissement public.

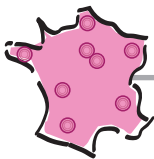
Quant aux supposées dérives des dépenses de personnel, elles ne tiennent aucunement compte des efforts déployés par les régions pour financer les augmentations du point d'indice (augmentation de salaires) décidées par l'État. Sans parler des missions relevant des compétences transférées. « L'UMP croit-elle vraiment que l'on peut intégrer 130 000 agents supplémentaires sans voir les dépenses de personnel augmenter ? », s'interroge un élu. Difficile, par ailleurs, de souscrire à l'idée que les édiles se livrent à un véritable gaspillage de l'argent public lorsqu'on sait que plus de 70 % de leurs frais de fonctionnement sont alloués aux transports, à la formation et à l'apprentissage. Si l'on y ajoute le développement éco-

nomique et les politiques d'aménagement du territoire, c'est 80 % de leur budget qui est consacré aux actions qui leur permettent de préserver les services publics et de soutenir les priorités économiques et sociales chères à nos concitoyens.

Ambitions à la baisse ? Les régions investissent désormais au moins autant que l'État. Avec, en prime, des efforts substantiels pour rénover ou remplacer l'ensemble du parc TER. Pendant ce temps, le gouvernement réduit la voilure, en se défaussant sur les collectivités pour financer les politiques qui relèvent de sa compétence. L'exemple vaut pour les Lignes à grande vitesse (LGV), l'ANRU ou le plan Campus. À charge, pour les régions, de lui reverser quatre fois plus qu'elles ne perçoivent en subventions d'investissement. Après le Livre noir des régions, pourquoi ne pas écrire un Livre noir des dépenses de l'Élysée...À coup de sondages à répétition.

Bruno Tranchant





Nancy : une étape retransmise sur grand écran

Comme à Tourcoing, le temps fort de cette sixième étape du Tour de France du projet a résidé dans le débat auquel la Première secrétaire a pris part. Interventions, intérêt et écoute en ont garanti le succès.

■ 30 Pour la sixième étape du Tour de France du projet, le 18 novembre, les socialistes ont choisi de débattre avec la population de Nancy et de ses alentours. Installés dans la salle des fêtes de Tomblaine, les participants sont venus très nombreux au point qu'une autre salle de la mairie voisine a été aménagée, pour permettre à tous de suivre le débat sur un grand écran. Les socialistes

locaux avaient même prévu une garderie pour accueillir les enfants, et donner la possibilité à leurs parents d'assister à l'échange. « On n'a pas vu ça depuis le 10 mai 1981 ! » s'est exclamé Hervé Féron, maire de Tomblaine.

Ils étaient donc 800 à vouloir s'exprimer, 800 à vouloir donner leur vision d'une France qu'ils aiment, 800 à attendre du PS qu'il propose un avenir plus serein que celui auquel ils

sont promis aujourd'hui. À la sortie, ils étaient enthousiastes. « J'ai trouvé cette soirée enrichissante. J'ai découvert une femme politique que je ne connaissais pas sous cet angle. Les gens ont pu s'exprimer, estime un participant. S'exprimer dans ce pays est une chose qu'il va falloir sauvegarder et défendre dans l'avenir ». Et un autre de confier : « C'était un moment d'échanges qui fait du bien ! »

“ Pour demain, je veux une société plus juste, une meilleure répartition des richesses. Je voudrais qu'il y ait des personnes issues de milieux moins favorisés, comme des ouvriers, dans les instances dirigeantes. Donnez-nous l'espoir d'une autre société ! Aujourd'hui j'ai 55 ans. Ça fait trente-huit ans que je travaille dans une grande entreprise. Je suis à 1 785 euros. Est-ce normal ? Ce n'est pas la misère mais quand même. Je veux une société du vivre ensemble, une société de partage, plus juste, plus équitable, plus humaine. À vous de nous y conduire. Et si vous le méritez, nous viendrons vous rejoindre dans cette nouvelle société.

Rodolphe, élu NPA



Je veux parler de l'accès aux soins et de la qualité des soins. On va supprimer 650 postes dans notre hôpital. Quand je vois qu'un patient peut parfois attendre huit heures aux urgences ! Cela me fait peur pour demain. Le CHU se doit d'être un pôle d'excellence. Si on nous enlève encore de l'argent qui va s'occuper des maladies orphelines par exemple? Pas le privé car elles ne rapportent pas assez ! On nous ferme aussi des blocs opératoires. Au final c'est la qualité des soins qui en pâtit. Il faut plus de moyens financiers pour assurer à chacun des soins de qualité.

Romuald, infirmier anesthésiste



L'une des valeurs fondamentales s'appelle la liberté. J'ai 36 ans et j'ai l'impression que depuis trente ans, nous avons de moins en moins de libertés. Liberté d'être différent par exemple. Tout petit, j'étais déjà fier d'être Français. Je n'ai jamais eu honte car j'étais fier de nos valeurs. Mais quand je vois aujourd'hui la répression qu'il y a dans les manifestations, comment la police intervient physiquement sur les gens, je trouve ça inquiétant.

Cédric

Mon intervention s'axe sur la diversité culturelle. Aujourd'hui il n'y a pas vraiment de diversité. Au lieu de se cantonner derrière les préjugés, il faut faire de la diversité un atout pour la France. Un capital à valoriser. Quand on ne donne pas la chance au niveau de l'emploi à des personnes issues de la diversité, ce sont des compétences, des savoir-faire qui passent à la trappe alors qu'ils profiteraient à la France. Il faudrait peut-être faire du management culturel pour mieux faire comprendre aux entreprises, au monde de l'emploi, ce que la diversité peut leur apporter. Moi je suis Française. Et je veux servir la France !

Fatimata, ingénieur commercial



Faire rimer fraternité et liberté

La France se vide de son identité démocratique et républicaine. Toute la gauche peut s'unir pour défendre les droits et les libertés.

Lorsque nous avons organisé le Printemps des libertés le 22 mars dernier au Zénith de Paris, nous avions voulu alerter les consciences sur les dérives sécuritaires constatées en France, mais aussi en Europe : main mise sur les médias, retour en force d'une morale ultraconservatrice, fichages généralisés, multiplications des dispositifs de surveillance, chasse aux sans papiers, justice aux ordres... Dans un décor d'ultra-modernité de carton-pâte, qui prétend nous ringardiser, et dans un fatras d'informations toutes rendues égales entre elles, la droite tente de minimiser des inquiétudes pourtant réelles : en effet, qui pourrait croire à une dérive liberticide quand notre société est si « moderne » ? Et pourtant, cette pente dangereuse que suit la droite continue et s'amplifie même. Les nuages

sombres s'accumulent et le climat devient glaçant :

Le vent mauvais de la réaction souffle : ayons à l'esprit que cette majorité somme Marie N'Diaye, une écrivaine, de se taire !

L'autoritarisme menace : en payant des sondages avec l'argent des contribuables, le pouvoir cherche à manipuler l'opinion.

La xénophobie rôde : la France est désormais plus connue pour reconduire de malheureux afghans dans leur pays en guerre que pour accueillir des nouveaux patriotes des droits de l'homme.

L'autoritarisme menace, la xénophobie rôde, la mise au pas est proche

La mise au pas est proche : observons comment tous les pouvoirs, du Parlement à la justice en passant par les grands médias, sont mis au service d'un clan. Regardons comment la casse des collectivités est en train de servir le pouvoir central aux mains

d'un seul homme. Parlement muselé, médias amadoués, collectivités asphyxiées, élus méprisés, etc. Il est temps que les forces démocratiques se mettent en mouvement face à ces inquiétantes dérives. La gauche peut et doit être la force motrice d'un large mouvement de contestation de la confiscation du pouvoir en cours.

Mais il est temps et possible d'aller plus loin : aujourd'hui, les Français ont compris que les travailleurs sans papiers qui font grève doivent être des travailleurs comme les autres ; ils comprennent que la mixité est une valeur positive et que la laïcité reste la condition de notre destin collectif. Ils attendent de la gauche de porter ce nouveau projet politique faisant rimer fraternité et liberté. Il y a là un point de rencontre entre toutes les forces de gauche : notre unité passera aussi par ce combat démocratique.

**Pouria Amirshahi,
secrétaire national
aux Droits de l'homme**

Le travail, ce n'est pas forcément la santé !

Lors des entretiens de Solféрино du 18 novembre, devant un auditoire nombreux, notre camarade Michel Debout, président du Conseil économique et social du PS, professeur de médecine, a planché sur le thème de la « souffrance au travail ».

Auteur d'un petit livre pédagogique et accessible ⁽¹⁾, mi-bande dessinée, mi-mémento, Michel Debout est longuement revenu sur ce qu'on appelle aujourd'hui pudiquement les « risques psychosociaux au travail ». Stress, maladies psychiques, voire hélas suicides... Autant de troubles longtemps considérés comme relevant de la seule personnalité du salarié, alors qu'ils sont souvent liés aux conditions de travail, aux relations professionnelles, aux techniques modernes de management.

Dans un contexte de crise économique grave, où les plans sociaux et autres « restructurations » défigurent des territoires et précarisent les travailleurs, il est utile de rappeler à quel point le droit à la « préservation de la santé », au même titre que le salaire et la retraite, constitue l'une des contreparties légitimes aux efforts physiques et intellectuels consentis par les salariés.

La santé psychique devient donc, au XXI^{ème} siècle, un des enjeux majeurs de l'organisation du travail.

D'où la nécessité d'une politique de prévention et d'accompagnement qui doit mobiliser les instances statutaires de l'entreprises et intervenants extérieurs. Les socialistes, comme les syndicats, sont convaincus qu'il s'agit là d'une dimension supplémentaire du combat social.



Emmanuel Maurel, Secrétaire national aux Universités permanentes et d'été

⁽¹⁾ Michel Debout, *Tout doit disparaître*, Editions Narratives, 2009.

La parité en danger

Le projet de réforme territoriale qui vient d'être discuté au Sénat suscite décidément bien des inquiétudes. Dernier témoignage en date : une pétition en ligne (http://www.egalitee.fr/petition_200911.php) réclamant l'égal accès des hommes et des femmes aux mandats électifs. Les signataires jugent ainsi contraire à l'article 1 de la Constitution française, la réforme territoriale proposant l'élection de conseillers territoriaux au scrutin uninominal à un tour. Avec ce système, les femmes représenteraient moins de 20 % des nouveaux élus, affirment-ils.

À l'heure où « les régressions sur les droits des femmes sont partout », ils demandent « à celles et ceux qui auront, de par leur vote, le pouvoir d'entériner ou non cette réforme de tout faire pour qu'une telle régression ne soit jamais votée ». « Nous leur demandons de s'élever contre ce procédé antidémocratique et anticonstitutionnel par tous les moyens dont elles et ils disposent, de convaincre toutes celles et ceux qui n'auraient pas vu, peut-être, tous les dangers d'un scrutin uninominal à un seul tour, de prendre en compte ces aspects et de respecter la Constitution de la République Française en votant contre cette réforme », concluent-ils.

Bruno Tranchant

Saint-Simon, émancipateur de l'humanité

Né à Paris en 1760, Saint-Simon est pour beaucoup le premier socialiste français de l'ère contemporaine. Économiste et philosophe, il compte parmi les pères fondateurs de la société industrielle. Ses réflexions nourriront un mouvement idéologique qui le vénèrera longtemps après sa mort, en 1825.



34

Un œil sur le passé, un autre sur l'avenir. Des hypothèses toujours plus ambitieuses, jamais répétitives. Ainsi fut la vie de Claude Henri de Rouvroy, comte de Saint-Simon (1760-1825), considéré comme le pionnier du socialisme français de l'ère industrielle. Le comte de Saint-Simon a d'abord entrepris, s'est égaré un peu, s'est enrichi beaucoup, pour finalement consacrer sa vie au mécénat.

Drôle de destin que celui de cet ancien officier de marine, parti aux États-Unis à la découverte de l'industrie naissante. Cette aventure américaine lui valut de prédire le rôle croissant des « producteurs » et de passer, aux yeux de beaucoup, pour le père de la technocratie moderne. En 1814, il publie un premier ouvrage,

« *De la réorganisation de la société européenne* », en collaboration avec l'historien Augustin Thierry, avec lequel il se lie d'amitié. « Tout me dit que l'examen des grandes questions politiques sera le but des travaux de notre temps, y affirme-t-il. La philosophie du siècle dernier a été révolutionnaire; celle du XIX^e siècle doit être organisatrice ».

Encyclopédisme

« L'âge d'or du genre humain est devant nous », renchérit-il, dans la perfection de l'ordre social. Convaincu de l'apport incontournable des sciences dans la politique et le socialisme, il a une foi inébranlable dans l'économie et la technique. « La société toute entière repose sur l'industrie, explique-t-il, en 1816-1818. L'industrie est la seule garantie de son exis-

tence, la source unique de toutes les richesses ». Libéral dans ses jeunes années, il voue un véritable culte au progressisme social. Rien d'illogique pour ce disciple de d'Alembert qui consacra une grande partie de son existence à transformer la société fondée sur l'exploitation.

« Son encyclopédisme sera celui de la « science de l'homme ».

Encyclopédiste, politiste, économiste, humaniste, prophète, et Messie de l'ère industrielle qui s'annonce !, résume l'historien Ernest Labrousse, Tel nous apparaît Saint-Simon, à la jonction des deux siècles ». Précurseur du socialisme, il pointe l'exploitation d'une immense majorité de travailleurs par une faible minorité d'oisifs. Une élite des Lumières, constituée d'intellectuels et de professionnels issus, pour la

plupart, du monde de l'entreprise, délivrera la société de tout asservissement, au seul profit de l'abondance et du travail.

Primat du savoir

Dans le monde nouveau, il n'y a de place que pour les « abeilles », que pour les travailleurs de toutes catégories, ajoute le comte de Saint-Simon. Si la disparition soudaine de la partie la plus éminente de la famille royale, ainsi que du haut personnel de l'État ou de l'Église, pèse peu sur le pays, la perte brutale des élites techniques constituerait, à ses yeux, une catastrophe. « Dans le système « industriel » proposé par Saint-Simon, l'objectif est de « produire plus que de gouverner, et aussi de gouverner au meilleur marché possible », poursuit Ernest Labrousse. Son objectif est d'améliorer le sort de ceux qui n'ont d'autres moyens d'existence que le travail et leurs bras. Le savoir est un produit direct du développement de la production. Saint-Simon imagine ainsi une société fondée sur les sciences, avec un système éducatif centralisé et obli-

gatoire. La notion de bien public y est dominante, renforcée par une orientation bien choisie des investissements privés. Il pose ici les bases des thèmes essentiels de la doctrine socialiste internationale, que les XIX^e et XX^e siècles ont élaborée.

Son objectif est d'améliorer le sort de ceux qui n'ont d'autres moyens d'existence que le travail et leurs bras.

L'amélioration du sort des plus démunis est la priorité. D'où ses attaques répétées contre le Vatican, ultime rempart des jésuites qui dominent la société. « L'enseignement que le clergé catholique donne aux laïcs de sa communion est vicieux, il ne dirige point leur conduite dans la voie du christianisme », arguait-il. Avant d'accuser le pape de se conduire en « hérétique », peu soucieux du sort des indigents, loin donc du modèle d'une société fondée sur le principe moral auquel il n'a cessé de se référer jusqu'à son dernier souffle.

Bruno Tranchant

Bron Jean, *Histoire du mouvement ouvrier français*, Les Éditions ouvrières, Éditions sociales, 1968.

Castagnez-Ruggiu Noëline, *Histoire des idées socialistes*, La Découverte, Repères, 1997.

Dommanget Maurice, *Henri de Saint Simon, Les Grands éducateurs socialistes*, Société Universitaire d'éditions et de librairie, 1953.

Dommanget Maurice, *Les Idées politiques et sociales d'Auguste Blanqui*, Bibliothèque des Sciences politiques sociales, Librairie Marcel Rivière et Cie, Paris, 1957.

Dommanget Maurice, *L'Introduction du Marxisme en France*, Rencontre, 1969.

Dommanget Maurice, *Karl Marx et Frédéric Engels, Les Grands éducateurs socialistes*, Éditions Sudel, 1951.

Grondeux Jérôme, *Histoire des idées politiques en France au XIX^e siècle*, Repères, La Découverte, 1998.

Musso Pierre, *Saint Simon et le saint-simonisme*, PUF, Que sais-je ?, 1999.

Rapport Charles, « *Le début d'une ère communiste en France* », La Revue Communiste, janvier 1921.

Riot-Sarcey Michèle, *Le Réel de l'utopie*, Bibliothèque Albin Michel, Histoire, 1998.

Russ Jacqueline, *Le Socialisme utopique français*, Bordas, Pour Connaître, 1988.

Saint-Simon, *Nouveau Christianisme*, Paris, Les Livres français.

Tartakowsky Danielle, *Écoles et éditions communistes 1921-1933*, Thèse pour le doctorat de troisième cycle sous la direction de Claude Willard, Université de Paris VIII, 1977.

“pour débattre
on va monter des commissions de
section qui vont faire des propositions pour organiser
le travail de réflexion au niveau de la fédération. Il ne restera plus
qu'à monter une liste d'échanges par mails pour produire des notes ou
des analyses. Ensuite, on les fera remonter à la commission nationale.
Bon, qui va gérer la commission sur les relations internationales
dans les plus petites sections ? On va trouver assez de militants pour
faire vivre tout ça ? Est ce que ce sera assez réactif ?”

Et si on faisait plus simple ?

Avec la coopol, les militants et les sympathisants du PS vont bénéficier d'outils faciles, pratiques et sûrs pour débattre , réfléchir ensemble et partager les informations.

Et débattre tous ensemble, c'est préparer l'avenir.

lacoopol.fr bientôt dans toutes les fédés.

s'organiser échanger s'informer coproduire agir partager



la coopol

LA COOPÉRATIVE POLITIQUE